

Environnement

Gaz de schiste Bloquer, physiquement s'il le faut

Bloquer le processus avant qu'il ne soit enclenché : c'est la stratégie défendue par le collectif Stop au gaz de schiste d'Ardèche. Déposer un recours contre l'arrêté du ministère semble désormais caduc. Les moratoires municipaux interdisant les forages, pour être symboliques, ont de fortes chances de se faire casser par le préfet. Reste à mener la bataille. Les quatre conseils généraux de l'Ardèche, de l'Hérault, du Gard et de la Drôme l'ont engagée juridiquement, annonçant qu'ils allaient se doter d'un avocat conseil. À l'échelle européenne, les députés Verts et socialistes entendent également attaquer sur le terrain du droit, au motif d'absence de consultation et d'information de la population. Sur place, enfin, associations et élus municipaux travaillent à monter une pyramide d'alerte, afin de bloquer physiquement le premier camion repéré alentour. Mardi, à Vallon-Pont-d'Arc, les habitants s'empresaient de laisser leurs coordonnées.